

Burundi : Au moins 532 personnes assassinées en 2021, selon une ONG

Page 2

CAN 2021
Scores du jour

Sénégal 2-0 Cap vert

Maroc 2-1 Malawi

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 26 janvier 2022

7 jrs/7

N°1843 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Avènement du MPSR : Réactions de quelques Burkinabè

Page 12, 16 et 17



Lire aussi page 12

La junte guinéenne dévoile la composition du Conseil national de transition

Page 6



Les autorités maliennes exigent le départ des troupes danoises

Page 20



Can 2021: Une bousculade fait plusieurs morts au stade Olembé

Page 11



VERSION

BURUNDI

Au moins 532 personnes assassinées en 2021, selon une ONG

Selon le rapport annuel de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues(APRODH) ,via son site web, au moins 532 personnes ont été tuées et plus de 460 autres blessées en 2021 au Burundi.





Les arrestations et détentions arbitraires et les actes de torture sont considérés comme des crimes contre l'humanité

Au moins 532 personnes ont été tuées et 464 autres ont été blessées au cours de l'année dernière, a rapporté l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH).

« Parmi les personnes tuées, 272 corps sans vie ont été retrouvés ici et là dans les différentes localités du pays et surtout dans des cours d'eau », a déclaré Pierre Claver Mbonimpa, président de l'APRODH, ajoutant que les victimes ont été recensées dans plusieurs localités du pays. « Les atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique ont été enregistrées dans plusieurs localités du pays et tout au long de l'année 2021. Des cadavres ont été souvent retrouvés dans des cours d›eau, des buissons et dans des coins cachés », a rapporté APRODH, selon l'agence Anadolu. D'après les témoignages des personnes interrogées par l'APRODH, les victimes ont été tuées ailleurs et leurs corps conduits pour être jetés dans des endroits où personne ne pourra les reconnaître et cela, dans le but de fausser les enquêtes.

Le rapport cite des membres de la «Ligue des jeunes Imbonerakure» affiliés au parti présidentiel, Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense

La suite à la page 3

La suite de la page 3

de la démocratie, CNDD-FDD ainsi que des agents du Service national des renseignements, SNR, comme étant auteurs de ces crimes. Selon toujours l'agence turque d'information, L'ONG APRODH dit avoir publié ce rapport sur les cas d'assassinats dans le pays 18 mois après la prise de fonction du nouveau président Evariste Ndayishimiye. Vainqueur de l'élection présidentielle de mai 2020, le général Ndayishimiye a succédé à l'ancien président Pierre Nkurunziza, décédé le 8 juin 2020. Selon la Commission d'enquête des Nations unies sur le Burundi, «les membres des partis d'opposition sont toujours régulièrement la cible de restrictions abusives et font l'objet de graves violations des droits de l'homme telles que les disparitions, les arrestations et détentions arbitraires et les actes de torture qui pourraient, pour certains, être considérés comme des «crimes contre l'humanité.»

Source: Agence Anadolu.

K.Fiakofi

NIGÉRIA

Près de 4 000 morts de choléra et de la fièvre de Lassa dans le pays



Le Nigeria a signalé au moins 3 804 décès causés par le choléra et la fièvre de Lassa en 2021, d'après les données du rapport épidémiologique publiées lundi.

Le pays a enregistré 3 604 décès et 111 062 cas de choléra en 2021 et enregistré 200 décès dus à la fièvre de Lassa en 2022 malgré les efforts pour renforcer l'assainissement et la santé. Le Centre nigérian de contrôle des maladies (NCDC) a déclaré lundi 17 janvier que seuls les États d'Anambra, d'Edo et d'Imo n'avaient signalé aucun cas de choléra, sur les 36 États du pays. Le rapport indique en outre que 33 États et le Territoire de la capitale fédérale (FCT) ont été ravagés par le choléra. Le NCDC a déclaré que les enfants âgés de cinq à quatorze ans sont les plus touchés. «Onze LGA dans cinq États de Bauchi (quatre), Zamfara (quatre), Kano (un), Katsina (un) et Borno (un) ont signalé plus de 1 000 cas chacun dans l'année», indique le rapport.

Selon toujours le centre, la difficulté d'accès à certaines communautés en raison de

La suite à la page 4

La suite de la page 3



Développer des plans de préparation et de réponse au niveau de l'État et de maintenir la communication et le soutien aux États

problèmes de sécurité, la défécation à l'air libre dans les communautés touchées, le manque d'eau potable dans certaines zones rurales et les bidonvilles urbains étaient quelques-uns des défis rencontrés. «Le centre élaborera et soumettra également une demande de vaccination contre le choléra au Groupe de coordination international et au Groupe de travail mondial pour la lutte contre le choléra pour une campagne réactive et préventive contre le choléra avec la NPHCDA, poursuivra le plaidoyer auprès des gouvernements des États pour augmenter le financement de l'infrastructure WASH et la réponse de prépositionnement marchandises entre les États », a rapporté The East Africa. Le NCDC, selon toujours notre source, a également confirmé 200 décès dus à la fièvre de Lassa dans le pays en 2022. C'est selon le rapport épidémiologique du NCDC du 3 au 9 janvier publié sur le site Web de l'agence. Selon la mise à jour, les nouveaux cas ont été confirmés dans 10 États et 22 zones de gouvernement local au Nigeria.

Source: The East Africa

K.Fiakofi

Les meurtriers présumés du diplomate italien assassiné en 2021 mis aux arrêts

La police congolaise a déclaré mercredi 19 janvier avoir arrêté les principaux suspects du meurtre d'un diplomate italien, près d'un an après l'incident survenu dans l'est du pays.

Selon Aba Van Ang, le commissaire provincial de la police du Nord-Kivu, six hommes ont été arrêtés mercredi. Ils ont été présentés à Constant Ndima, le gouverneur du Nord-Kivu et seraient «de grands criminels, qui ont des complices opérant à moto». Les révélations sont survenues 11 mois après que l'ambassadeur, M. Luca Attanasio, a été tué dans une embuscade dans le territoire de Nyiragongo, à quatre kilomètres de la ville de

La suite à la page 5

La suite de la page 4



Goma, dans l'est de la RDC. Il a été attaqué par des hommes armés qui ont également tué son garde du corps et son chauffeur alors qu'ils roulaient sur une route considérée comme «dangereuse».

Identités non révélées

Le commissaire provincial a déclaré que ces hommes étaient des «criminels qui kidnappent souvent des responsables internationaux» au Nord-Kivu, mais n'a pas révélé leur identité. «Certains opéraient dans les pays voisins et en RDC et dans la province du Maniema, tandis que d'autres menaient leurs activités criminelles dans la ville de Goma et ses environs», a déclaré le commissaire provincial de la police du Nord-Kivu. Romy Ekuka Lipopo, vice-gouverneur du Nord-Kivu, souhaite que les bandits présumés soient traduits devant la justice militaire, suggérant le sérieux avec lequel le gouvernement traitait l'affaire. «J'en appelle aussi à notre justice. Elle doit être notre bras séculier. Aujourd'hui, que justice soit faite», a-t-il insisté. Les responsables de l'époque avaient suggéré que le diplomate italien n'avait pas l'autorisation de voyager dans une région où, généralement, les dignitaires reçoivent souvent une escorte de sécurité supplémentaire sur demande préalable.



Des criminels kidnappent souvent des responsables d'organismes internationaux au Nord-Kivu

Source: The Nation Africa

K.Fiakofi

GUINÉE

La junte au pouvoir dévoile la composition du Conseil national de transition

81 membres, c'est l'équipe composante du Conseil national de transition (CNT) dévoilée le samedi dernier par la junte militaire au pouvoir dirigée par le colonel Mamady Doumbouya. Cette nouvelle équipe est l'organe législatif de transition qui devrait penser et fournir les directives pour un retour des civils au pouvoir.



Depuis le putsch du 5 septembre, le colonel Doumbouya s'est fait investir président de transition

Le colonel Doumbouya, dans cette démarche, vise à tenir ses promesses face au peuple guinéen lors de son investiture au pouvoir le 1er octobre 2021. Il avait promis de rendre le pouvoir aux civils après des élections sans préciser de date de l'échéance de la transition. Selon VOA Afrique, la composition des membres du CNT tient compte de toutes les couches socio-professionnelles du pays ainsi que les partis politiques. Leur mission est de participer aux discussions sur l'agenda de la transition.

A ce titre, le médecin Danso Kourouma, proche de l'ancien Premier ministre Kassory Fofana et fervent défenseur du 3e mandat d'Alpha Condé qui a été renversé par un Coup d'Etat le 5 septembre 2021, a été nommé président du CNT, selon un décret lu samedi dernier à la télévision publique. Il est aussi connu pour être un grand activiste de la société civile et était également jusqu'ici président du Conseil national des organisations de la société civile (CNOSC).

Par ailleurs, ce nouvel organe législatif devrait, compte tenu de l'acte fondamental signé le 27 septembre 2021, situer la durée de la transition qui doit se faire «d'un commun accord entre les forces de la nation et le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD)», la junte militaire, selon notre source.

Si cet objectif est atteint, il mettra la junte militaire à l'abri de la brouille avec la communauté internationale d'autant plus que la CEDEAO, l'organe sous régionale insiste sur la nécessité de respecter le délai de six mois pour la tenue des élections et presse les autorités guinéennes de soumettre rapidement un calendrier en ce sens.

Jusqu'à nos jours, la Guinée est suspendu des organes de la CEDEAO et beaucoup de responsables de la junte militaire ont été sanctionnés.

Lucien DAKISSAGA

LIBYE

Plus de 12 000 migrants détenus, selon l'ONU

Selon la télévision *Africanews* qui cite un nouveau rapport de l'ONU, plus de 12 000 personnes sont officiellement détenues dans 27 prisons et centres de détention en Libye et des milliers d'autres détenues illégalement et souvent dans des «conditions inhumaines» ou dans des installations «secrètes» **contrôlées par des groupes armés.**



Officiellement en Libye, plusieurs milliers de personnes sont détenues dans une vingtaine de prisons et centres de détention



Depuis la chute du président Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est plongée dans un chaos sécuritaire

Le Secrétaire général Antonio Guterres a déclaré dans un rapport cité par Africanews que la mission politique de l'ONU en Libye (MANUL) continue de documenter des cas de détention arbitraire, de torture, de violence sexuelle et d'autres violations du droit international dans des installations gérées par le gouvernement et d'autres groupes. Selon lui, les milliers de détenus qui n'apparaissent pas dans les statistiques officielles fournies par les autorités libyennes, plus de 12.000, ne sont pas en mesure de contester la base juridique de leur maintien en détention. «*Je reste gravement préoccupé par les violations continues des droits de l'homme des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile en Libye*», a déclaré Antonio Guterres. «Les migrants et les réfugiés, hommes et femmes, ont continué à être confrontés à des *risques accrus de viol, de harcèlement sexuel et de traite par des groupes armés, des passeurs et des trafiquants transnationaux, ainsi que par des fonctionnaires de la Direction de la lutte contre la migration illégale, qui dépend du ministère de l'Intérieur*», a-t-il ajouté. La MANUL, selon des confidences de ce média, aurait documenté des cas dans la prison de Mitiga et dans plusieurs centres de détention gérés par la Direction de la lutte contre la migration illégale à al-Zawiyah et autour

La suite à la page 8

La suite de la page 7

de la capitale Tripoli, avec «des informations crédibles sur la traite et les abus sexuels d›environ 30 femmes et enfants nigérians». La Libye, riche en pétrole, rappelle la source, est plongée dans le chaos depuis qu'un soulèvement soutenu par l'OTAN a renversé Mouammar Kadhafi en 2011.

Détentions arbitraires et expulsions en masses

Ces dernières années, ce pays d'Afrique du Nord est devenu le principal point de transit pour les migrants fuyant la guerre et la pauvreté en Afrique et au Moyen-Orient dans l'espoir d'une vie meilleure en Europe. Les trafiquants ont exploité le chaos, entassant souvent des familles désespérées dans des bateaux en caoutchouc ou en bois mal équipés qui calent, et sombrent le long de la périlleuse route de la Méditerranée centrale. Antonio Guterres a déclaré que la détention arbitraire généralisée de migrants et de réfugiés se poursuivait, y compris pour les personnes secourues ou interceptées alors qu'elles tentaient de traverser la Méditerranée vers l'Europe. Au 14 décembre, les garde-côtes libyens avaient intercepté 30.990 migrants et réfugiés et les ont renvoyés en Libye, «soit près de trois fois le nombre total de per*sonnes renvoyées en 2020 (12.000 personnes)*». Plus de 1.300 personnes sont mortes ou ont disparu en tentant le voyage. Le Secrétaire général de l'ONU s'est dit très préoccupé par le sort des personnes détenues arbitrairement et des sans-abris à la suite des vastes opérations de sécurité menées en octobre par les autorités libyennes, au cours desquelles «une force excessive et disproportionnée a été utilisée». Ces opérations ont visé plus de 5.150 migrants et réfugiés, dont au moins 1.000 femmes et enfants, et ont laissé des familles séparées et des enfants portés disparus. Depuis le mois d'août, indique *Africanews*, António Guterres a également critiqué les expulsions des frontières est et sud de la Libye de centaines de ressortissants du Tchad, de l'Égypte, de l'Érythrée, de l'Éthiopie, de la Somalie et du Soudan vers le Soudan et le Tchad «sans procédure régulière». Ces expulsions «n›ont pas respecté l›interdiction des expulsions collectives» et du retour des personnes sans leur consentement, «et ont placé de *nombreux demandeurs d'asile et migrants dans des positions extrêmement vulnérables*», a déclaré le Secrétaire général de l'ONU.

Abdoul Karim TAPSOBA

Le président Barrow promet des progrès économiques en début de second mandat

Le président gambien, Adama Barrow, s'est engagé mercredi à relancer l'économie et assurer des gains de développement à grande échelle alors qu'il prêtait serment pour un deuxième mandat de cinq ans, selon The EastAfrica.

Barrow, 56 ans, est arrivé au pouvoir en 2017 en battant son prédécesseur Yahya Jammeh aux urnes. Il a confortablement été réélu le mois dernier avec 53% des voix au premier tour. Au cours de son premier mandat, il a amélioré les relations du pays avec de nombreux pays étrangers et a travaillé pour restaurer les libertés civiles qui ont été réprimées pendant cette période.Il a relevé le défi de la relance économique du plus petit pays d'Afrique

La suite à la page 9

GAMBIE

La suite de la page 8



continentale. La pandémie de coronavirus a provoqué une récession économique en 2020, éloignant les touristes de ses plages de sable blanc.

«Aujourd'hui, nous pouvons confortablement conclure que mon élection pour cinq autres années est un vote de confiance envers mon gouvernement, un vote de reconnaissance de mes réalisations», a déclaré Barrow, après avoir prêté serment devant un public qui comprenait aussi plusieurs autres chefs d'État ouest-africains.*»2022 à 2027 est une période pour accélérer la croissance, l'expansion et le progrès. L'accent est désormais mis sur le développement économique»*, a-t-il déclaré. Il a réitéré un engagement antérieur, celui d'introduire une nouvelle constitution. Il a précédemment déclaré qu'il introduirait des limites au nombre de mandats présidentiels, mais n'a pas précisé si cela l'empêcherait de solliciter des mandats supplémentaires.



On estime que la croissance a rebondi à environ 5 % l'an dernier.

K.Fiakofi

AFRIQUE

COVID-19 : Le nombre de cas chute pour la première fois alors que la quatrième vague reflue, OMS

L'Organisation mondiale de la santé a noté jeudi 20 janvier que les cas de Covid ont fortement diminué en Afrique et que les décès diminuent pour la première fois depuis l'émergence de la variante Omicron, d'après UN News.



Ce déclin met fin à la flambée la plus courte que le continent ait connue

Le nombre de nouveaux cas notifiés a chuté de 20 % en une semaine à la date du 16 janvier, tandis que le nombre de décès a baissé de 8 %, a indiqué le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique dans un communiqué, notant que la flambée de décès serait également la plus courte enregistrée jusqu'à présent au cours de cette pandémie, si la tendance se poursuit.»*Si l'accélération, le pic et le reflux de cette vague ont été inégalés, son impact a été modéré et l'Afrique s'en sort avec moins de décès et d'hospitalisations. Mais le continent doit encore inverser la tendance de cette pandémie»,* a déclaré Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique.

«Tant que le virus continue de circuler, de futures vagues sont inévitables. L'Afrique doit non seulement généraliser la vaccination, mais aussi obtenir un accès élargi et équitable aux traitements essentiels de la COVID-19 pour sauver des vies et lutter efficacement contre cette pandémie», a déclaré Mme Moeti. Le taux de létalité actuel en Afrique reste le plus élevé au monde, car la disponibilité des vaccins contre la COVID-19 reste un défi à travers le continent, selon elle.»Les profondes inégalités qui ont laissé l'Afrique en queue de peloton en matière d'accès aux vaccins ne doivent pas se répéter avec les traitements qui sauvent des vies», a-t-elle averti.En Afrique, si les approvisionnements en vaccins ont augmenté ces derniers mois, le taux de vaccination reste néanmoins faible, car seulement 10 % de la population du continent est entièrement vaccinée. Jusqu'à présent, l'Afrique a reçu près de 500 millions de doses de vaccin anti-COVID-19 et en a administré 327 millions.

K.Fiakofi

AFRIQUE

Can 2021: Une bousculade fait plusieurs morts au stade Olembé

Avant le duel Cameroun-Comores le lundi 24 janvier 2022 dans le cadre des huitièmes de finale de la CAN 2021, une bousculade autour du stade d'Olembé à Yaoundé a causé la mort d'au moins six à 8 personnes dont un enfant de 6 ans.



«Certains blessés sont dans un état désespéré», a déclaré l'infirmière Olinga Prudence.



Des personnes aidant les victimes d'une bousculade à l'extérieur d'un stade accueillant un match de la Coupe d'Afrique des Nations de football à Yaoundé, au Cameroun, lundi 24 janvier 2022

Selon la télévision d'Etat camerounaise, CRTV, « une bousculade à l'entrée sud du stade d'Olembé » a fait une « demi-douzaine de morts et des dizaines de blessés ». Les autorités et la Confédération africaine de football (CAF) «*suivent la situation des blessés dans les hôpitaux de la ville ».*

Selon VOA Afrique qui cite les responsables du football, c'est une foule d'environ 50 000 personnes qui avaient tenté d'assister au match. Pourtant avec les restrictions dues au Covid-19, le stade ne devrait pas être rempli à plus de 80% malgré sa capacité de 60 000 places.

La Confédération africaine de football a indiqué dans un communiqué avoir pris note de l'incident et a diligenté une enquête pour savoir les véritables raisons de cette bousculade.

«*La CAF enquête actuellement sur la situation et tente d'obtenir plus de détails sur ce qui s'est passé. Nous sommes en communication constante avec le gouvernement camerounais et le comité local*

La suite à la page 12

La suite de la page 11

d'organisation».

Au moins 6 morts dont un enfant de 6 ans

RFI a rapporté que les témoins de la scène ont indiqué que face à la pression de foule, la police se sentant dépassée de la situation a donc décidée d'ouvrir les grilles ce qui aurait provoqué le mouvement de foule et la bousculade meurtrière. Une véritable scène de chaos avec des gens entassés les uns sur les autres, qui se marchent dessus, crient, pleurent.

On note un bilan provisoire de 6 à 8 morts, dont un enfant de 6 ans, et au moins 40 blessés, selon un communiqué de l'hôpital Messassi, situé à proximité du stade. Les responsables ont déclaré que l'hôpital n'était pas en mesure de traiter tous ces blessés.

La Confédération africaine de football (CAF), qui organise la compétition phare du continent, a publié un communiqué indiquant qu'elle avait demandé une enquête et restait en communication constante avec le gouvernement camerounais et le comité local d'organisation.

Lucien DAKISSAGA

Retour sur la gouvernance du Président Kaboré



Ces dernières semaines, la gouvernance du président Kaboré était très contestée par une frange de la population, l'opposition politique et la société civile

Il est le premier président élu en 2015 avec 53,49% des voix, après la transition précédée d'une insurrection fin octobre 2014 contre le régime Compaoré. L'arrivée au pouvoir de Roch Marc Christian Kaboré avait suscité un grand espoir de développement et de changement chez les Burkinbè. Mais cinq ans après, le Burkina Faso, destination autrefois prisée des touristes, est considéré zone rouge où les attaques jihadistes sont quasi quotidiennes.

Candidat du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) à l'élection présidentielle de 2015, Roch Marc Christian Kaboré a été élu avec 53,49% des voix. Il avait incarné l'espoir et le changement pour le peuple burkinabè. Mais dès le début de son premier mandat, le pays connaît des attaques terroristes, devenant par la suite une zone rouge où les attaques jihadistes sont quasi quotidiennes. En juin dernier, selon un sondage du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), cité par TV5Monde, 63% de la population est insatisfaite de

La suite à la page 13

BURKINA FASO

La suite de la page 12



Le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) renverse Roch Kaboré, le 24 janvier 2022

la gestion du président Kaboré. Son premier mandat a été marqué par une crise sécuritaire avec des milliers de morts et de déplacés internes, une crise sanitaire et le début du processus de réconciliation.

Début chaotique du 2ème mandat

Le retour de la sécurité, des déplacés chez eux, le retour de Blaise Compaoré, sont, entre autres, les revendications du peuple burkinabè envers Kaboré qui commence un deuxième mandat en novembre 2020. Trois mois après le début de son second mandat, Roch Marc Christian Kaboré mesure ce que ses concitoyens attendent de lui. Et il est sur tous les fronts. À commencer par celui de la réconciliation et de la stabilité, relève Jeune Afrique. Pour engager le processus de réconciliation, il mandate l'ex-chef de file de l'opposition, Zéphirin Diabré, qu'il nomme, le 10 janvier, ministre d'État auprès de la présidence, chargé de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale. Mais sur le plan sécuritaire, c'est l'enlisement et la situation empire. De l'attaque de Solhan dans la nuit du 04 au 05 juin 2021 (avec une centaine de civils massacrés, en passant par celle de Markoye le 04 août 2021 (avec 30 morts, militaires et civils) à celle d'Inata le 14 novembre 2021 (avec environ 53 gendarmes tués) les attaques terroristes se multiplient, poussant la population, les OSC et les activistes de la société civile à prendre la rue pour crier leur ras-le-bol.

La chute du président Kaboré

Des manifestations d'activistes burkinabè dénoncent la mal gouvernance, l'insécurité montante et demandent la démission du président Kaboré pour son incapacité à gérer le pays, à garantir notamment la sécurité et préserver l'inégrité du territoire. Après la marche interdite du 22 janvier 2022 à Ouagadougou et Bobo Dioulasso, l'Armée burkinabè prend ses responsabilités dans la nuit du 22 au 23 janvier 2022, au lendemain d'une marche interdite. Avec quelques revendications, bien des sources annoncent l'arrestation du président Kaboré et la prise du pouvoir par l'armée au terme de 2 jours de mutineries dans les casernes.

LT

BURKINA FASO

Avènement du MPSR : Réactions de quelques Burkinabè

48 h après la prise du pouvoir par le MPSR, les Burkinabè s'interrogent sur les véritables intentions du MPSR qui assume désormais le pouvoir d'Etat. Entre doutes, inquiétudes et espoir, des citoyens que nous avons interrogés se sont prononcés sur la situation politique actuelle du Burkina.



Nadanbèga Alexis, chef d'entreprise

"On souhaite que l'armée réforme tout ce qui est à réformer»

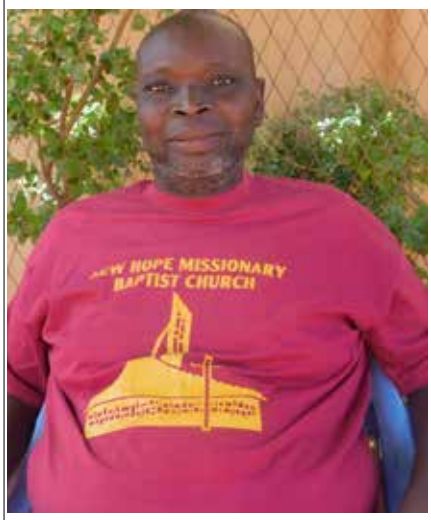
«Actuellement, on est content. C'est vrai qu'on était dans un État démocratique mais aujourd'hui, l'armée a pris le pouvoir et on les soutient. On souhaite que l'armée réforme tout ce qui est à réformer, parce que la corruption a pris le pas sur tout, ce qui nous a amené à chasser l'ancien président, Blaise Compaoré. Mais malheureusement Roch a pris le relais après ce dernier et pire encore, la sécurité s'est dégradée. On prie Dieu pour que les nouveaux maîtres du pays ramènent la paix au pays".



M. Ouédraogo, Commerçant

" Ils se doivent d'amener la paix et la sécurité "

"Selon moi, la situation c'est quelque chose qui nous a surpris. A l'heure actuelle, nous sommes dans des problèmes. Est ce que nous allons nous en sortir? Je pense à son évolution dans le futur. Allons-nous vraiment nous en sortir ou pas? C'est la question que je me pose maintenant. Ceux qui ont pris les devants, pourront-ils résoudre nos problèmes ? Ils se doivent d'amener la paix et la sécurité».



Yama Roch Noël, particulier

"Depuis longtemps, cette situation était prévisible"

"Pour quelqu'un qui sait observer la scène, que ce soit au niveau national ou international, c'était prévisible. Il y avait beaucoup de plaintes au niveau national et même international. Ce qui est arrivé devait arriver, seulement que cela nous a tous surpris. Ce que nous pouvons faire maintenant c'est souhaiter que Dieu fasse que cela se passe dans la tranquillité, pour qu'il n'y ait pas de casse. Mais un coup d'Etat, ce n'était pas le moment, car on était sur le bon chemin de la démocratie. Maintenant, tout est remis en cause et on est obligé de repartir en arrière pour reprendre tout. Ce que l'on peut faire c'est d'accompagner ceux qui sont là pour que la démocratie puisse revenir à temps, car ne dit-on pas qu'on ne peut pas faire des omelettes sans casser des œufs?»

La suite de la page 14



Kaboré Saidou, travailleur retraité

"On veut être libre de gérer notre pays, on est très content que l'armée ait pris le pouvoir"

"C'est vrai qu'on avait la démocratie, mais on veut être libre de gérer notre pays. On est très content que l'armée ait pris le pouvoir. Vu la situation sécuritaire avec les terroristes qui tuent nos enfants et nos frères, on n'avait pas la solution. Comme le Seigneur nous a donné la solution a tout cela, nous espérons qu'il les guidera dans la résolution de nos problèmes. On souhaite à nos forces armées du courage et que Dieu les assiste dans leur travail. Nous souhaitons qu'elles règlent définitivement le problème du terrorisme au Burkina."



Edwige Sawadogo, Assistante GRH

"Que ceux qui sont au pouvoir actuellement fassent tout pour ramener la sécurité"

"On espère vraiment que ce coup d'État pourrait aider à changer l'état du pays. Nous espérons que ceux qui sont au pouvoir actuellement feront tout pour ramener la sécurité au pays, pour que les gens cessent de pleurer et que le nombre de morts diminue dans le pays".



Sorri Ousmane, Agent d'appui

"Je souhaite un partenariat avec d'autres puissances qui pourront venir aider nos forces armées"

«Après l'insurrection, on pensait que les choses allaient changer, mais on a constaté que c'est le même système qui a continué. On espère que ceux qui sont là maintenant, qui sont des hommes de terrain, puissent faire bouger les lignes. On souhaite un partenariat avec d'autres puissances qui pourront venir aider nos forces armées qui sont déjà en place».



Somda Claude, étudiant en stage

"Pour l'instant, j'observe pour voir leur méthode de travail"

"Actuellement je ne peux pas apprécier. Nous allons les observer pour voir leur méthode de travail et les résultats qu'ils vont apporter en terme de sécurité. Dans le passé, nous avons fait confiance au régime du président Kaboré mais nous avons été déçus. Roch n'a pas pu prendre en compte nos attentes".

Propos recueillis par F. COMPAORE et L. TIENDREBEOGO

BURKINA FASO

Avènement du MPSR : Réactions de quelques hommes politiques

La nouvelle de la prise du pouvoir par le MPSR le 24 janvier 2022 a provoqué plusieurs réactions aussi bien au sein de la population que des hommes politiques. Nous vous donnons ici quelques réactions d'hommes politiques.

Fadel Abdel Aziz Sérémé, président du PDC

"L'armée s'est vue dans l'obligation de répondre aux cris du cœur du peuple meurtri"

Face à la recrudescence des attaques, à la mauvaise gouvernance économique et politique, à l'insouciance caractérisée au plus haut niveau de l'Etat, à des crises socio-économiques, éducatives, sociales, humanitaires inédites, le peuple indigné du Burkina Faso dans toutes ses composantes sociales a exprimé sa profonde désapprobation à travers de multiples manifestations populaires sur l'ensemble du territoire national… Aujourd'hui, le constat est fait ! L'armée s'est vue dans l'obligation de répondre aux cris du cœur du peuple meurtri", peut-on lire dans ce communiqué du PDC.

Bassolma Bazié, ancien secrétaire général de la Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B)

" La seule sécurité pour tout pouvoir, c'est sa légitimité populaire "



"A l'endroit des Hommes de tenue, le MPSR, qui viennent d'intervenir une fois de plus sur la scène politique au Burkina Faso, il est d'une exigence morale de : réserver un traitement humain aux personnalités mises aux arrêts ; travailler sur un bref délai et de façon urgente à la réouverture des frontières ; comprendre que la seule sécurité pour tout pouvoir, c'est sa légitimité populaire : c'est-à-dire, poser des actes en conformité avec les aspirations du Peuple au nom duquel on agit. Dans les mêmes conditions de pression et de température, on a invariablement le même résultat. Autrement dit, les mêmes causes produisent les mêmes effets !"

Newton Ahmed Barry, journaliste et ancien président de la CENI

"Depuis Ouezzin Coulibaly, il y a comme une malédiction attachée à la haute fonction de l'État"



Le Burkina est frappé par

La suite à la page 13

La suite de la page 16

la malédiction des mandats présidentiels inachevés. Il a fait ce qu'il a pu, avec l'intelligence qui était la sienne. Il aurait dû, comme il le présentait lui-même, démissionner depuis Solhan. Il n'a pas su ou pu s'affranchir des carcans intéressés qui l'emmuraient. Depuis Ouezzin Coulibaly, il y a comme une malédiction attachée à la haute fonction de l'État. Aucun de nos présidents n'a tranquillement conduit son mandat à son terme… Dix présidents, sur 60 ans environ, avec zéro réussite à passer démocratiquement le témoin, ça doit nous interroger. Il est impossible d'imaginer qu'aucun des dix n'était bon. C'est d'ailleurs le contraire, puisque deux d'entre eux, au moins, sont élevés au panthéon de l'estime national ; Lamizana et Sankara. La page de Roch est sans doute tournée. Ce n'est plus pour lui que nous disposons. Les actuels et ceux à venir ont du souci à se faire, si la malédiction n'est pas exorcisée".

Rassemblés par Roseline BADO

24 heures après le putsch du MPSR, des Ouagalais se prononcent

Le lundi 24 janvier 2022 est intervenu au Burkina Faso, un putsch ayant déposé le président Roch Kaboré. À l'annonce de ce coup de force, mené par une junte militaire dénommée Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) et dirigé par le lieutenant-colonel Paul Henry Sandaogo Damiba, des scènes de liesse populaire ont éclaté partout dans la capitale burkinabè. 24 heures après ce changement à la tête du pays des Hommes intègres, nous avons tendu notre micro aux citoyens de la ville de Ouagadougou.

Os Gordon (Membre de la société civile)

«Il est temps que la CEDEAO se range du côté des peuples…»



«Je me rappelle qu'à la première manifestation tenue le 27 novembre 2021, j'ai pris la parole publiquement pour exiger la démission *pure et simple du président Roch Kaboré. J'avais fait cette exigence envers le premier responsable du pays car sous son magistère, le pays a enregistré beaucoup de morts et de déplacés dûs notamment au phénomène terroriste. Je saisis l'occasion que vous m'offrez pour m'adresser aux chefs d'Etat de la CEDEAO afin que ces derniers se rangent du côté de leurs peuples en répondant favorablement à leurs aspirations légitimes».*

Constant Gouba (Membre de la société civile)

«Ces évènements en cours au Burkina Faso étaient prévisibles…»



«Nous sommes là cet après-midi à la place de la Nation pour manifester notre soutien

La suite à la page 18

La suite de la page 17

envers la junte militaire au pouvoir. Déjà, il est à noter que nous sommes en phase avec sa volonté de *sauvegarder et de restaurer la stabilité et les valeurs d'intégrité au Burkina Faso. En effet, cette prise de pouvoir n'étonne guère puisque le climat sociopolitique et sécuritaire au pays des Hommes intègres était très délétère. Nous voulons que désormais les éléments des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui sont en première ligne dans la lutte contre l'insécurité soient très bien pris en charge de même que leurs familles respectives. A notre niveau nous comptons dans les jours à venir, nous constituer en une force de propositions d'idées constructives au profit de notre mère patrie et dans cette optique nous appellons les patriotes sincères à faire bloc derrière le MPSR pour le bonheur de tous les Burkinabè».*

Adama Tiendrebeogo dit Colonel (Militant de l'opposition)

«Nous avons alerté le président ***Kaboré en vain…»***



«Il y a juste quelques mois nous avons animé un point de presse au cours duquel, nous avons, au regard de l'immobilisme du régime déchu, demandé au président *Kaboré de rendre sa démission. Cet appel avait diversement été interprété et cela nous a valu de r*éels ennuis avec l'ex pouvoir car je suis actuellement sous le coup d'un emprisonnement avec sursis. Heureusement que l'armée, dans toute sa composante, a entendu nos cris et nos pleurs et a pu venir à bout du pouvoir *Kaboré. Maintenant, nous faisons bloc derrière cette junte, que celle-ci sache qu'elle ne sera pas seule à porter le fardeau de la gestion du pays. Nous voulons que le MPSR œuvre à réconcilier les fils et filles du pays et lutter surtout contre l'insécurité».*

Diallo Abdoulaye (Commerçant)

«Nous demandons à la Junte d'être à l'écoute du peuple pour sa propre légitimité»

»

«Au regard de la recrudescence des attaques terroristes avec leur corollaire de tueries en masse, le peuple burkinabè s'est vu obligé de retirer son pouvoir des mains de l'ex chef d'Etat Roch *Kaboré. Ce qui s'est passé ces dernières 72 heures ne constitue pas un coup d'Etat mais juste un soulèvement populaire. A la junte militaire, nous lui demandons d'être à l'écoute du peuple pour sa propre légitimité».*

Propos recueillis par Abdoul Karim TAPSOBA et Lucien DAKISSAGA

SÉNÉGAL

Elections Municipales : L'opposition remporte les principales grandes villes

Les Sénégalais ont désigné, le 23 janvier 2022, leurs maires, pour la première fois, au suffrage universel direct. Selon des résultats presque définitifs, cités par des sources concordantes, l'opposition a gagné un grand nombre de grandes villes dont la capitale Dakar.



La majorité présidentielle a mordu à la poussière, lors des élections municipales



Le refus de voir M. Sall briguer un troisième mandat a été l'un des slogans des manifestations de l'opposition en 2021

La coalition d'opposition Yewwi Askan Wi («Libérons le peuple» en wolof) a revendiqué la victoire dans la capitale et dans les grandes villes de Thiès (ouest) ou Ziguinchor (sud). A Dakar et Ziguinchor, ce sont deux farouches adversaires du pouvoir, Barthélémy Dias et Ousmane Sonko, candidat déclaré à la présidentielle de 2024, qui sont annoncés vainqueurs, a indiqué Africanews. «*Au moment où je vous parle, nous avons gagné les villes de Dakar, Ziguinchor, Thiès et Guédiawaye*», a déclaré Déthié Fall, le mandataire national de la coalition d'opposition Yewwi Askan Wi, cité par francetvinfo.fr. La majorité présidentielle a aussi mordu la poussière à Kaolack, plus grande ville du centre, selon les résultats provisoires. Les élections locales de dimanche, ayant valeur de test avant les échéances nationales à venir, a vu la coalition au pouvoir au Sénégal essuyé une cuisante défaite à Dakar et dans d'autres grandes villes, a ajouté notre source.

Un scrutin test pour la vie politique du Sénégal

Le scrutin de dimanche visant à élire les maires et présidents de départements constitue un test pour le pouvoir et l'opposition à cinq mois des élections législatives, a indiqué lepoint.fr. Environ plus de 6 millions de Sénégalais, sur une population de 17 millions, étaient appelés à départager 3 200 listes dans plus de 500 mairies et plus de 40 départements. La consultation devait permettre de jauger la

La suite à la page 20

La suite de la page 19

popularité de la coalition qui gouverne depuis 2012, cinq mois avant les législatives et deux ans avant la fin du second mandat du président Macky Sall, a ajouté notre source.

Macky Sall entretient-il le flou sur les élections de 2024 ?

Macky Sall, élu en 2012, réélu en 2019, dirigeant écouté par la communauté internationale sur la crise au Sahel ou la dette, maintient le flou sur ses intentions en 2024. Le refus d'un troisième mandat a été l'un des slogans de la contestation de 2021, a relaté Africanews. Il a été élu sur la promesse de mettre son pays sur la voie de l'émergence. Ses détracteurs l'accusent de servir les riches et l'étranger, dont le partenaire français, de pratiquer un exercice solitaire et autoritaire du pouvoir et de manipuler la justice, selon notre source. Macky Sall est à présent appelé à nommer un Premier ministre, poste qu'il avait fait supprimer à la surprise générale après sa réélection en 2019 et dont il vient d'annoncer le rétablissement. Il fait face à une opposition vivifiée dont deux des figures, les nouveaux maires annoncés de Dakar et Ziguinchor, ont maille à partir avec la justice, a indiqué notre source.

Leylatou TIENDREBEOGO

Les autorités maliennes exigent le départ des troupes danoises



Le président de la Transition, Col Assimi Goïta

La junte militaire au pouvoir dirigée par le colonel Assimi Goïta a demandé lundi 24 janvier 2022 au Danemark de retirer «immédiatement» la centaine de soldats arrivés récemment dans le pays en crise pour participer au groupement européen de forces spéciales Takuba initié par la France.

Le gouvernement malien a indiqué dans un communiqué que «ce déploiement est intervenu sans son consentement et sans considération au Protocole additionnel applicable aux partenaires d'opérations européens devant intervenir au Mali dans le cadre la force "Takuba" «.

A cet effet, Bamako invite donc les autorités danoises " à retirer immédiatement ledit contigent du territoire du Mali", peut-on lire dans le communiqué daté du 24 janvier 2022.

Selon VOA Afrique, ce contingent danois, composé de 90 hommes en treillis, arrivé la semaine dernière, est en grand nombre constitué de soldats d'élite et des chirurgiens militaires. Ils devraient participer aux opérations militaires de la force Takuba pour la protection des civils contre les jihadistes dans la zone dite des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger) et être basés à Ménaka (est du Mali).

En rappel, la task force Takuba a été lancée en 2020 par la France et doit regrouper en son sein des forces spéciales européennes dont l'objectif est de soutenir les militaires maliens dans cette guerre contre le terrorisme.

Lucien DAKISSAGA

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Soudan : Trois manifestants tués



Trois manifestants soudanais ont été tués, le lundi 24 janvier 2022, par les forces de sécurité, selon des médecins locaux, cités par l'Agence Ecofin. Le Comité central des médecins soudanais (CCSD) a déclaré, dans un communiqué, que deux manifestants ont été abattus, l'un d›une balle dans la poitrine et l'autre d'une balle dans la tête, lors de rassemblements réprimés par les autorités, dans la capitale Khartoum. Les manifestants ont exprimé leur rejet de la médiation de l›ONU pour résoudre la crise politique du pays, dénonçant cet effort comme une manœuvre visant à «*voler au secours des généraux*».

Rwanda : Les autorités reconnaissent des cas de vaccinations forcées



Le gouvernement reconnaît des abus dans l'application de la politique vaccinale. Selon RFI, Parallèlement au durcissement des mesures d'incitation à la vaccination contre le Covid-19, des témoignages de personnes, assurant avoir été vaccinées de force ou ayant fui le pays de peur de se faire vacciner contre leur gré, se sont multipliés dans les médias et sur les réseaux sociaux. Après avoir nié, dans un premier temps, toute vaccination forcée, le gouvernement, par voie d'un de ses porte-parole, a reconnu des « excès de zèle » de la part des équipes de sensibilisation.

Alcool, tromperies et homosexualité : Netflix déclenche une tempête en Egypte



Selon France 24, Netflix voulait frapper un grand coup avec sa première production panarabe «Ashab wala Aaz», «Les meilleurs amis du monde» en arabe. Trois jours après sa sortie, «Ashab wala Aaz», qui raconte un jeu entre amis qui tourne mal, figure en tête des dix films les plus regardés sur Netflix dans le monde arabe. Objectif atteint : en Egypte, le plus peuplé des pays arabes, certains s'agitent pour le bannir et les autres se pressent pour le voir. Plusieurs films égyptiens, dont «L'Immeuble Yacoubian», adapté du roman d'Alaa Al-Aswani, ont déjà traité de l'homosexualité de manière explicite.

Tunisie : La compagnie Tunisair annule ses vols à destination du Burkina Faso

Conformément à la décision des autorités burkinabè, la compagnie Tunisair a annoncé, le mardi 25 janvier 2022, la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de tous ses vols à destination et en provenance de Ouagadougou, a rapporté Mosaique fm. En rappel, l'armée du Burkina Faso, avait affirmé à la télévision nationale, le lundi 24 janvier 2022, avoir mis fin aux pouvoirs du président Roch Marc Christian Kaboré, annonçant du coup, la dissolution du gouvernement ainsi que l'instauration d'un couvre feu. La réouverture des frontières aériennes devrait se faire à compter de ce mardi 25 janvier 2022.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Algérie/Egypte: Le Président Tebboune au Caire



Le Président algérien, Abdelmadjid Tebboune, est arrivé, le lundi 24 janvier 2022, dans la capitale égyptienne, dans le cadre d'une visite de travail et de fraternité de deux jours. Selon l'agence officielle APS, cité par l'Agence Anadolu, cette visite « *vise à hisser les relations bilatérales à la hauteur des relations historiques et politiques unissant les deux pays* ». Elle intervient après celle effectuée dans ce pays, il y a moins d'une semaine, du chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, en qualité d'envoyé personnel du Président de la République.

Egypte : Une nouvelle usine d'eau potable dessert la ville de Dairut



Selon Afrik21, une nouvelle usine traite de l'eau douce à Dairut, dans le gouvernorat d'Assiout en Égypte. L'installation inaugurée par le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, fournit de l'eau potable à 460 000 personnes. L'objectif du gouvernement égyptien est de permettre aux populations de Dairut, encore non raccordées au réseau national, d'accéder à l'eau potable. En tout, ce sont 460 000 personnes qui bénéficient d'une desserte continue dans cette ville. La mise en œuvre de ce projet a nécessité un investissement de 400 millions de livres égyptiennes, plus de 25,4 millions de dollars.

RDC/ Beni : Dix morts lors d'une nouvelle incursion des ADF à Luna-Samboko



Au moins dix personnes ont été tuées, dans la nuit du 23 au 24 janvier 2022, lors de l'incursion des rebelles de Allied Democratic Forces (ADF) dans la localité Luna-Samboko, à quelques kilomètres de Samboko-Tchanitchani, province de l'Ituri, a rapporté Radio Okapi. Quatre cases ont été incendiées par ces assaillants lors de l'attaque. Selon les précisions de la société civile de Samboko, citées par notre source, ces rebelles sont venus de la partie Est du territoire de Beni, ajoutant que ce bilan pourrait s'alourdir car plusieurs habitants manquent toujours à l'appel.

RDC/ Haut-Katanga : Le maire de Lubumbashi suspendu



Le maire de Lubumbashi, Ghislain Robert Lubaba Buluma, a été suspendu de ses fonctions, le lundi 24 janvier 2022, a rapporté Radio Okapi. Cette suspension émane du du vice- Premier ministre et ministre de l'Intérieur, affaires coutumières et décentralisation, reprochant au maire d'avoir donné des ordres confus au sujet d'une marche à l'initiative d'un acteur politique, a précisé notre source. En rappel, le 18 janvier 2022, une manifestation, organisée pour exiger la libération du pasteur Ngoy Mulunda, avait été réprimée par la police, occasionnant plusieurs blessés parmi lesquels les députés nationaux.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
Site web www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA

Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21 +226 61 08 03 03 +226 64 20 00 26

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
TTC
A Seulement
≈ 90 €
≈ 104 $
≈ 59 000 FCFA
http://quotidiennum
Contacts : +226 76 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info